

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 24/04/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**RATIER FIGEAC Sas**

Avenue de Ratier  
BP 2  
46100 Figeac

Références : JR/2024-0463  
Code AIOT : 0006802157

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement RATIER FIGEAC Sas implanté Avenue de Ratier BP 2 46100 Figeac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite au signalement par l'exploitant d'un départ de feu survenu le lundi 18 mars 2024 dans un des ateliers de travail mécanique des métaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RATIER FIGEAC Sas
- Avenue de Ratier BP 2 46100 Figeac
- Code AIOT : 0006802157
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Ratier-Figeac appartenant au groupe Collins Aerospace, exploite une usine de fabrication de composants aéronautiques sur le site de Figeac. Le site emploie environ 1 200 salariés et une centaine de prestataires, essentiellement dans des ateliers de traitement des métaux et d'usinage. Les activités de la société Ratier-Figeac sont encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2014 modifié.

L'établissement a le statut Seveso seuil bas du fait des substances utilisées sur le site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	Contenu du permis d'intervention, de feu	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.6.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Inspection trappes de visite - usinage	Autre du 01/12/2019, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.2.3	Sans objet
5	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.6.6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le lundi 18 mars 2024, un départ de feu a été détecté sur une table aspirante au niveau d'un poste d'ajustage de pièces métalliques. Le feu a été éteint par l'exploitant, mais l'incident a entraîné le déplacement des pompiers sur site. L'inspection des installations classées n'a pas relevé lors de la

visite du 25 mars de dysfonctionnement ou d'écart à la réglementation qui pourraient être à l'origine de l'incident. L'exploitant doit transmettre différents rapports de contrôles périodiques qui n'ont pas été présentés en séance, et adapter certaines de ses procédures, notamment concernant l'information de l'inspection des installations classées en cas d'incident et au sujet des rondes faisant suite aux travaux par points chauds.

Une finalisation du rapport d'incident est demandée, reprenant les conclusions des investigations menées actuellement par l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection de l'environnement, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection de l'environnement. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Le vendredi 22 mars 2024, l'exploitant a informé par téléphone l'inspection des installations classées d'un incident survenu le lundi 18 mars 2024. En séance l'exploitant a précisé le déroulé de l'incident : Un départ de feu s'est déclaré vers 18 h dans l'atelier F1 au niveau d'une table d'aspiration sur laquelle est réalisé l'ajustage de pièces métalliques, à l'aide d'une chignole pneumatique équipée d'une brosse. La table aspirante dispose d'un grillage assurant une protection anti-étincelle suite à un précédent départ de feu il y a plusieurs années. L'opérateur a détecté une lueur émanant de l'intérieur de sa table. Il a réagi en versant sa bouteille d'eau, puis jugeant la situation revenue à la normale, il a repris son activité. Un collègue a signalé la persistance d'une odeur inhabituelle, amenant au constat d'un feu au niveau de la zone des filtres de la table aspirante. Un pompier volontaire qui travaillait dans la zone a été prévenu et a pris en charge l'extinction. Il a en premier lieu utilisé successivement 5 extincteurs, mais sans pouvoir atteindre directement le foyer au niveau zone des filtres, du fait de la configuration de la table. Finalement, en montant sur la table, l'usage du RIA de l'atelier a permis de faire ruisseler de l'eau à l'intérieur du conduit et d'éteindre le feu. Les pompiers contactés en parallèle sont arrivés en 17 minutes, et ont constaté la bonne extinction de l'incendie à l'aide de moyens de détection thermique. L'exploitant estime qu'environ 100/150 litres d'eau ont été utilisés pour l'extinction. Cette eau a été récupérée au travers d'absorbants ou reprise par les auto-laveuses et recyclée sur la station de traitement du site. L'exploitant indique qu'il n'y a eu aucun rejet de cette eau d'extinction vers le milieu extérieur.

<p>L'exploitant explique avoir questionné les pompiers sur le besoin d'isoler le site, et avoir reçu une réponse négative.</p> <p>Un rapport concernant l'intervention a été rédigé.</p> <p>Les trappes de désenfumage pilotées par la gestion technique centralisée étaient en position ouverte, du fait des températures clémentes, afin de dissiper la chaleur des machines (free cooling).</p> <p>L'exploitant explique suspecter que des poussières issues de la dégradation de la brosse, annoncées comme non inflammables, se sont enflammées au contact des étincelles portées par le flux d'air de l'aspiration.</p> <p>Indépendamment de cet incident, l'exploitant indique avoir initié le projet de monter une brigade interne de pompiers sur le modèle d'un site industriel du département, avec lequel il est en contact sur ce sujet.</p> <p>L'inspection constate le délai anormalement long entre l'incident le lundi et son signalement le vendredi, et rappelle à l'exploitant que l'incident doit être déclaré au plus tôt à l'inspection, même s'il n'a pas donné lieu au déclenchement du plan d'opération interne (POI).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection a demandé en séance à l'exploitant la transmission dans les meilleurs délais d'un rapport d'incident analysant les causes de l'incident et les mesures à prendre pour éviter qu'il ne se reproduise.</p> <p>Une première version d'un rapport d'incident partiellement complété a été réceptionné le 28 mars 2024.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter ce rapport, notamment concernant le déroulé de l'événement, ses causes profondes et les enseignements, à partir des conclusions des investigations en cours.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission du rapport mentionné en séance concernant l'extinction de l'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30jours</p>

## N° 2 : Propreté de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate qu'au jour de la visite, les locaux de l'atelier F1 sont propres et correctement entretenus. Il n'y a pas d'accumulation visible de poussière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérifications périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>Dans les locaux présentant un risque d'incendie ou d'explosion, à proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les installations électriques du site sont vérifiées annuellement par un organisme compétent. Cette vérification donne lieu à la rédaction d'un rapport. Il a été convenu en séance avec l'exploitant de la transmission à l'inspection du rapport de la dernière vérification annuelle des installations électriques du bâtiment de l'atelier F1, dans les meilleurs délais après la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission du dernier rapport de contrôle des installations électriques du bâtiment de l'atelier F1, où est située la table aspirante concernée par le départ de feu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30jours

**N° 4 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</li> <li>- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu »,</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment),</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</li> <li>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection de l'environnement en cas d'accident.</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de l'ensemble de ces consignes par son personnel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que les fiches réflexes correspondant aux actions prescrites sont disponibles au format papier au niveau de poste de garde, à disposition des personnes en charge de les effectuer.</p> <p>Ces consignes sont par ailleurs exposées au personnel lors des formations "Hygiène Sécurité Environnement".</p> <p>L'exploitant annonce que sur chaque moyen de production, un document liste les sources d'énergie de la machine et comment couper ces sources d'énergie. L'inspection constate la présence d'un tel document au niveau des tables aspirantes.</p> <p>L'obligation d'informer l'inspection de l'environnement dans les meilleurs délais en cas d'accident</p>

<p>a été rappelée à l'exploitant.</p> <p>Celui-ci a indiqué à l'inspection qu'il modifierait sa procédure afin d'intégrer la déclaration auprès de la DREAL de tout incident, même si celui-ci n'entraîne pas le déclenchement du plan d'opération interne. Cette procédure de signalement est actuellement uniquement portée par ce document.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui attester de la modification de sa procédure d'alerte de l'inspection des installations classées en cas d'incident</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30jours</p>

#### N° 5 : Formation du personnel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.6.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que chaque employé reçoit à son arrivée une formation "hygiène sécurité environnement", qui comprend le sujet des procédures en cas d'urgence. Il est sensibilisé à nouveau au bout d'un an avec une nouvelle formation. Le recyclage s'effectue ensuite tous les 2 ans.</p> <p>Le suivi de ces formations est réalisé au travers de tableurs. La matrice de gestion des formations a été présentée.</p> <p>Par sondage, l'inspection constate de la bonne application de ce programme de formation.</p> <p>La fréquence de formation annoncée a pu être vérifiée : un opérateur arrivé le 19/09/2022 a été sensibilisé à nouveau le 09/06/2023. Sa formation de recyclage est programmée à la date du 08/06/2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>



<p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les équipements de lutte contre l'incendie situés à proximité des tables aspirantes dans l'atelier F1 sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. La vérification annuelle des extincteurs réalisée la société SICLI doit être renouvelée au cours du mois d'avril 2024 d'après les étiquettes apposées sur le matériel.</p> <p>Il a été convenu en séance avec l'exploitant de la transmission à l'inspection des derniers rapports concernant les matériels de sécurité du bâtiment F1.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission du dernier rapport de contrôle des moyens d'extinction et du désenfumage du bâtiment de l'atelier F1 où est située la table aspirante concernée par le départ de feu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30jours</p>

**N° 7 : Contenu du permis d'intervention, de feu**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.6.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les motivations ayant conduit à sa délivrance,</li> <li>- la durée de validité,</li> <li>- la nature des dangers,</li> <li>- le type de matériel pouvant être utilisé,</li> <li>- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,</li> <li>- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.</li> </ul> <p>Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux, destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p> <p>À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou</p>

son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique délivrer systématiquement des permis feu lors de travaux avec source de chaleur.</p> <p>Les lieux d'intervention sont repérés et équipé d'un système de badges de passage. Ceux-ci sont scannés par l'opérateur en charge des rondes.</p> <p>L'inspection a réalisé par sondage une vérification du contenu des permis feu.</p> <p>Selon l'état de l'art, une surveillance pendant deux heures au moins après la cessation du travail est nécessaire.</p> <p>L'inspection constate que les rondes effectuées jusqu'à 2h après les travaux par points chauds ne sont pas systématiquement formalisées.</p> <p>Aucune ronde n'est consignée pour le permis feu n° 4510989 du 21 mars 2024</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui attester de la prise de la compte dans ses procédures de l'obligation de réaliser et de consigner les rondes de surveillance jusqu'à deux heures après la fin des travaux par points chauds.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30jours

#### N° 8 : Inspection trappes de visite - usinage

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/12/2019, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les activités travail des métaux (usinage) dans ces départements pourraient être à l'origine d'émissions de poussières inflammables (aluminium, carbone). On notera que l'ensemble des machines d'usinage de pièces aluminium ne créent pas de poussières susceptibles de générer une atmosphère explosive.</p> <p>Le ponçage de pièces métalliques au sein des départements moyeux/tulipes et hélicoptères n'engendre pas suffisamment de poussières pour générer un risque d'explosion.</p> <p>En revanche, le ponçage des hélices se fait sous hotte aspirante car la quantité de poussières générée est plus importante. Si la zone de travail ne présente pas de risques d'explosion, des poussières peuvent, cependant, s'agglomérer dans certaines zones « mortes » du circuit d'aspiration et se relâcher par paquet. Des inspections régulières sont réalisées grâce à des trappes de visite afin de vérifier l'absence d'accumulation de poussières. Ces problématiques ont été étudiées dans le cadre de l'identification des zones à risque d'explosion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que différentes opérations de maintenance sont réalisées sur les tables</p>

aspirantes:

- toutes les semaines : l'opérateur réalise un nettoyage de premier niveau en vidant et nettoyant les bacs auxquels il a accès. Le dernier nettoyage de premier niveau a été réalisé le vendredi 15 mars, soit trois jours avant l'incident du lundi 18 mars 2024.

- tous les trois mois : un nettoyage complet des tables aspirantes est réalisée. Il comprend le démontage et l'aspiration de la cheminée et des filtres à l'arrière de la table, au niveau desquels a été localisé le départ de feu.

Le dernier nettoyage complet de table concernée par l'incident a été réalisé le 20 février 2024, soit environ un mois avant l'incident.

L'exploitant indique qu'il a décidé suite à l'incident d'ajouter une nouvelle opération de maintenance.

Une fois par semaine, l'opérateur enlèvera le capot qui donne accès aux filtres à l'arrière de la table aspirante, afin d'aspirer la poussière au niveau des filtres, sans les démonter.

Par ailleurs, l'exploitant a contacté le fournisseur de la table aspirante afin qu'il se déplace sur site et qu'il analyse la pertinence de la fréquence de la maintenance.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre :

- le rapport correspondant au nettoyage complet de la table aspirante concernée par le départ de feu, réalisé le 20 février 2024,
- les modes opératoires des différentes maintenances réalisées sur les tables aspirantes,
- la consignation des dates des différentes maintenances réalisées en 2024 sur la table aspirante concernée par le départ de feu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30jours